

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 Berville-Sur-Seine

Références : UDRD-2025-07-T-406
Code AIOT : 0005800310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'information de l'exploitant d'un départ de feu sur le tas de broyats de PAM (Petits Appareils en Mélange) survenu sur son site NORVAL à Berville sur Seine le 10/7/2025 à 7h00, l'inspection s'est rendue en début d'après-midi sur le site exploité par la société NORVAL, située Z.I. Le Bois de la Mare à Berville/s/seine afin de s'assurer des conditions de reprise des activités du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables. L'établissement est classé sous le régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de conséquences extérieures au site (peu de fumée, et peu d'eau d'extinction) suite au départ de feu survenu le 10 juillet au matin. Un rapport d'incident a été transmis le jour même par l'exploitant dont la cause suspectée serait liée à la présence d'une pile au lithium dans le box de broyat de déchets plastiques de petits électroménagers (PAM). Il est attendu de la part de l'exploitant de renforcer sa vigilance sur le tas de déchets quant à une éventuelle reprise de l'incendie notamment en dehors des heures d'ouverture du site lors du week-end prolongé du 14 juillet (contrôle de la température, évacuation des déchets brûlés dans une filière d'élimination, justification de l'évacuation des eaux incendie) et de prévenir le risque incendie (remise en état du poteau incendie, installation du dispositif d'arrosage sur le broyeur mobile, améliorer le tri des PAM préalable aux opérations de broyage). Des demandes sont formulées en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code l'environnement devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.
Constats : Un départ de feu s'est déclenché dans une alvéole de déchets de PAM broyés. L'activité de broyage (depuis lundi 7/7/25 sur ce lot) avait commencé vers 5h00 du matin environ. C'est à environ 7h qu'un opérateur a entendu un craquement comme une petite explosion avant l'apparition d'une flamme dans le tas de déchets de PAM broyés (code déchet 191204). L'exploitant précise que ces déchets sont issus d'un mix non trié et classé non dangereux qui ont été préalablement

triés selon leur granulométrie pour ne garder que les 40/100 mm. Ce flux de déchets de 40/100 mm passe ensuite dans un overband (aimant) et un dispositif de courant Foucault pour en extraire les métaux ferreux et non ferreux avant d'être broyé.

Les agents ont arrosé directement pendant environ 20 minutes le tas de déchets incriminés et présents dans un box à l'extérieur à l'aide de la lance incendie de la motopompe déjà en place (le poteau incendie à proximité étant hors service). Une pile au lithium est supposée être à l'origine du départ de feu selon l'exploitant.

Les pompiers du SDIS 76 semblent avoir été prévenus par un riverain et sont arrivés sur place vers 7h30 mais ne sont pas intervenus car le feu était éteint à leur arrivée selon les dires de l'exploitant.

L'inspection a constaté à son arrivée vers 14h30 :

- que la matière (déchets de PAM) est étalée devant l'alvéole ;
- la présence de quelques galettes de matières brûlées ;
- de trace de feu sur le haut du bloc béton de l'alvéole semblant indiquer que le feu aurait pris en haut du tas ;
- aucune présence de fumée, et fumée de faible ampleur d'après la photographie de l'exploitant tel qu'indiqué dans sa publication "flash risques industriels" restant dans le périmètre de l'installation (colonne de fumée s'élevant verticalement au droit du box) ;
- qu'il n'y a eu pas beaucoup d'eau ce qui laisse à penser que le feu n'a pas duré longtemps : 20 minutes selon l'exploitant ;
- aucune trace de brûlure ou d'échauffement sur le broyeur mobile (à l'arrêt lors de la visite) utilisé pour l'activité ;
- que le broyeur est conçu pour être muni d'un dispositif d'arrosage lequel n'a pas été mis en service faute de raccordement disponible selon les dires de l'exploitant ;
- la présence de cartes électroniques dans le tas de déchets à broyer ;
- que l'appareil de mesure du niveau de la réserve d'eau ne fonctionne plus, ce qui ne permet pas de s'assurer que la réserve d'eau incendie est suffisante ;
- qu'un poteau incendie n'est pas facilement accessible et dont la lance se trouvait sous les déchets ;
- qu'un poteau incendie n'est pas fonctionnel en raison d'un trou dans la canalisation selon les dires de l'exploitant ;
- que les eaux d'extinction ont été collectées par le système d'évacuation du site et ont été dirigées vers la station d'épuration du site ;
- que le regard de collecte des eaux pluviales du site est saturé de déchets de plastique malgré la présence de bloc béton constituant les alvéoles.

De plus, l'exploitant précise avoir mis en place des rondes toutes les heures afin de contrôler la température du stock à l'aide d'une caméra thermique. Après la visite, l'exploitant a transmis son registre de relevé de température. Il précise que la température d'alerte est de 90°C et que dans ce cas, il met en place des actions, par exemple l'arrosage préventif du tas. En dehors des heures d'ouverture du site, une société de gardiennage passe toutes les deux heures sur le site afin de surveiller le site.

Après la visite, l'exploitant a remis en service l'appareil de mesure du niveau de la réserve incendie qui affiche 4,65 mètres ce qui correspond à environ 1 000 m³, photographie à l'appui transmise par courriel le 11 juillet 2025.

La météo du jour est plutôt ensoleillé avec un vent relativement faible.

Relevé de décision : L'exploitant ne peut reprendre l'activité de broyage tant que le poteau incendie n'est pas opérationnel et que le dispositif d'arrosage n'est pas installé sur le broyeur mobile.

Demande n°1 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 15 jours** transmettre le bon de réception du déchet de PAM afin de confirmer la non-dangereux du déchet (les PAM contiennent généralement un agent retardateur de flammes de type brome).

Demande n°2 : l'exploitant doit continuer à contrôler la température du tas à l'origine du départ de feu jusqu'à son évacuation en filière dûment autorisée, même en dehors des heures d'ouverture. Le registre des relevés sera transmis à l'inspection après l'évacuation du tas.

Demande n° 3 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** nettoyer l'alvéole et évacuer le tas de déchets à l'origine du départ de feu. Le bordereau de suivi de déchets sera transmis à l'inspection.

Demande n° 4 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** nettoyer le regard de collecte des eaux pluviales du site et réaliser une analyse sur 24 heures des rejets aqueux avant rejet dans le milieu naturel. Le rapport d'analyse sera transmis à l'exploitant.

Demande n°5: l'exploitant justifie **sous 15 jours** auprès de l'inspection de la bonne évacuation des eaux d'extinction incendie en transmettant un bulletin d'analyse attestant de la conformité des rejets avec les dispositions de son arrêté préfectoral ou en transmettant un bon d'évacuation vers une filière de traitement adaptée et dûment autorisées.

Demande n°6: Pour éviter le renouvellement similaire, l'exploitant mènera une réflexion pour améliorer son processus de tri des PAM préalable aux opérations de broyage et étudier l'opportunité d'équiper son broyeur mobile de rampes d'arrosage. Il transmettra les pistes d'actions retenues à l'inspection **sous un délai de 1 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois